



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION CENTRE EST
17 rue Notre Dame des Pauvres
B.P. 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY CEDEX

**PROCEDURE MAPA
N°26.06.002**

**CREATION D'UNE APPLICATION D'ATTRIBUTION
D'IDENTIFIANT UNIQUE D'ECHANTILLON (IGSN)
POUR LA COMMUNAUTE INSU DU CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

La présente procédure est soumise au code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

SOMMAIRE

Autorité publique contractante, personne responsable du marché :	3
Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché.....	4
1.2 procédure	5
1.3 forme du marché	5
1.3 décomposition en tranches ou en lots	6
1.4 Durée du marché.....	6
Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 3 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS	8
3.1 Emission des bons de commande.....	8
3.2 Lieu de livraison et d’installation	8
3.3 Garantie et maintenance	8
3.4 Suivi du marché	8
3.5 Opérations de vérification et d’admission	8
Article 4 – PRIX.....	8
Article 5 – CLAUSE DE REEXAMEN	9
Article 6 – AVANCE	9
Article 7 – PAIEMENT PARTIEL ET DEFINITIF	10
Article 8 - MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1 – Présentation des factures	10
8.2 – Facturation – Facture Electronique	10
8.3 - Délai de paiement et intérêts moratoires	11
Article 9 – PENALITES	12
Article 10 – LITIGES.....	12
Article 11 - DEROGATIONS CCAG/TIC	12

a) Personne publique contractante :

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour les besoins de l'Observatoire Terre et Environnement de Lorraine - UAR3562

b) Personne Responsable des Marchés et Ordonnateur des paiements :

Le Directeur d'Unité d'OTELLO
15 AVENUE DU CHARMOIS
54500 VANDOEUVRE LES NANCY

c) Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre Est du CNRS ;
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

d) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Contexte :

Missionnée par l'INSU en 2018, la DT INSU est devenue un nœud français (« *allocating agent* ») de l'International Generic Sample Number (IGSN), avec une vocation de service pour toute la communauté scientifique des sciences de la terre et de l'environnement. L'arrivée de l'IR RéGEF dans le paysage national a conduit l'INSU en 2022 à transférer ces compétences à l'OSU OTELo et l'a missionné pour la création d'un service national d'attribution d'échantillon (IGSN) et opérer le nœud Français IGSN INSU à terme.

Les missions de base d'un nœud national de l'IGSN sont : (1) de permettre la déclaration d'échantillons pour l'obtention d'un numéro IGSN unique ; (2) de sauvegarder les métadonnées associées aux échantillons et mettre en place une page descriptive générale pérenne de l'échantillon dite : « *landing page* » où sont décrites les métadonnées associées à l'échantillon ; (3) de construire un portail interrogeable pour rendre les échantillons visibles et accessibles à la communauté. Chaque numéro d'identification IGSN débute par un préfixe (e.g., CNRS ou TOAE pour les déclarations actuelles).

La mise en place par la DT INSU de l'outil de déclaration d'échantillons du CNRS est le fruit d'un travail initié au début des années 2010. En 2018, sous le préfixe CNRS, des déclarations IGSN d'échantillons ont été initiées à travers l'outil SESAR (<https://www.geosample.org>) nœud américain de l'IGSN, alors que dans un second temps la DT INSU devenait nœud français de l'IGSN. Le préfixe TOAE (pour « Terre Océan Atmosphère Environnement ») a été créé en 2020 et est alors utilisé par la DT-INSU. L'outil de déclaration [igsn.cnrs.fr](https://www.igsn.cnrs.fr), mis en place en 2021 délivre des numéros d'identification IGSN uniques et opère avec les préfixes CNRS et TOAE. Les déclarations IGSN actuelles sont accessibles en ligne¹.

Face à l'enjeu central de la gestion des échantillons, qui touche l'ensemble de la communauté scientifique et a fortiori celle des géosciences et sciences de l'environnement, il est nécessaire de proposer à la communauté un service adapté d'attribution d'identifiant pérenne unique numérique aux échantillons et de gestion de leurs métadonnées. Aujourd'hui, la déclaration des échantillons sur [igsn.cnrs.fr](https://www.igsn.cnrs.fr) se fait par une interface homme-machine (IHM) pour un enregistrement isolé et est partiellement automatisée pour l'import en masse. L'import en masse peut être réalisé par l'utilisation de l'API REST avec un fichier XML, complété avec les métadonnées de chacun des échantillons faisant l'objet de la déclaration, par un utilisateur enregistré au préalable. Les échantillons ainsi déclarés sont consultables sur la page <https://www.igsn.cnrs.fr>, avec les métadonnées associées visibles sur des pages individuelles (« *landing pages* »). Les métadonnées des échantillons peuvent être complétées, corrigées et mises à jour par la même procédure. Cet outil est déjà très utilisé par certaines équipes de recherche (environ 15000 déclarations à ce jour). Cependant, les métadonnées associées actuellement ne couvrent pas l'entièreté des besoins des communautés INSU. De plus, pour une utilisation à grande échelle par les communautés

¹ <https://www.igsn.cnrs.fr>

INSU il est nécessaire de penser un outil numérique plus optimisé et évolutif. L'outil devra donc s'appuyer sur le cadre de déclaration échantillons existant proposé par IGSN et l'enrichir de métadonnées disciplinaires.

Le présent marché a pour objet de proposer à la communauté scientifique une application de deuxième génération qui permettra de :

- Déclarer des identifiants échantillons pour toutes les communautés INSU potentiellement concernées (IGSN, avec déclarations individuelles ou groupées)
- Corriger et mettre à jour les métadonnées des échantillons déclarés
- Héberger les landing pages des échantillons
- Être interopérable avec les dispositifs existants ou à venir (Cyber Carothèque Nationale, Reclinat ...)
- Cartographier les échantillons déclarés
- Rechercher des échantillons et les filtrer (type, lieu, ...)
- Implémenter et utiliser des listes de vocabulaire contrôlées pour la déclaration d'échantillon ;
- Implémenter et utiliser des thésaurus validés par la communauté scientifique pour les métadonnées spécifiques à chaque typologie d'échantillon
- Extraire des contenus sous format JSON afin de faciliter la constitution de différents types de documents (publication, bibliographie ...)
- Être accessible à l'ensemble de la communauté, y compris chercheurs individuels ou autres acteurs (projets, campagne, dépôts, laboratoires, etc.)
- Être flexible et évolutif.

Code NACRE :	ID.17
Code CPV :	72212461

1.2 PROCEDURE

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, conformément aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

1.3 FORME DU MARCHE

Le présent marché est conclu sous la forme d'un **marché à phases successives**.

Le marché comporte plusieurs **phases d'exécution**, successives et interdépendantes, détaillées dans le CCTP et rappelées ci-dessous. Chaque phase fera l'objet d'une **validation préalable par le pouvoir adjudicateur**, conditionnant le démarrage de la phase suivante.

L'exécution des phases est confiée au **même titulaire**, qui s'engage à en assurer la continuité, sous réserve des validations à intervenir.

Le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases prévues par le présent CCAP, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Détail des différentes phases du projet :

Intitulé	Délai d'exécution attendu
Prototype initial attendu (MVP : Minimum viable product), avec implémentation des caractéristiques 1,2,3,5,7,10 prévues au CCTP	M0 + 3 mois
Première version déployable (V1), avec Implémentation des caractéristiques 4,6,8,9,12,13 prévues au CCTP	M0 + 6 mois
Version finale avec toutes les fonctionnalités (V2), avec implémentation des caractéristiques restantes 11,14,15,16,17 prévues au CCTP	M0 + 12 mois

Ce planning est donné à titre indicatif et reflète le calendrier souhaité par le pouvoir adjudicateur. Le soumissionnaire pourra proposer un ajustement, sous réserve de justification. Le soumissionnaire fournira un planning prévisionnel d'exécution de la prestation.

M0 = date de notification de l'ordre de service fixant le point de départ du délai d'exécution

1.3 DECOMPOSITION EN TRANCHES OU EN LOTS

Le présent marché ne fait l'objet d'aucun allotissement, les prestations objets du contrat ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.4 DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification.

La durée d'exécution du marché est celle proposée par le titulaire dans son offre (planning prévisionnel d'exécution), durée à laquelle il s'engage contractuellement.

Elle prendra effet à compter de la date de démarrage de la prestation, laquelle sera fixée par **ordre de service** notifié par le pouvoir adjudicateur.

Le marché s'exécutant par phase successive, chaque phase du présent marché fera l'objet d'une **notification par ordre de service** émis par le pouvoir adjudicateur ordonnant son commencement d'exécution. Les ordres de service pourront être sous la forme d'un mail émis par les personnes en charge de l'exécution du présent marché.

1.5 MARCHES COMPLEMENTAIRES

Le CNRS se réserve la possibilité de recourir aux marchés négociés visés à l'article R-2322-8 du Code de la commande publique portant sur l'acquisition de prestations ou fournitures complémentaires sans mise en concurrence.

1.6 ECHANGES ENTRE LE CNRS ET LE TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Les échanges entre le CNRS et le titulaire durant l'exécution du marché se font via la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE.

Le titulaire doit avertir le CNRS en cas de changement des adresses mails du titulaire. En l'absence de consigne autre, le CNRS utilise l'adresse mail renseignée sur la plateforme place lors du dépôt de l'offre.

Article 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, le présent marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- + L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière, DPGF ;
- + Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- + Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- + Le cadre de réponse environnementale (CRE)
- + Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021) ; désigné « CCAG TIC » dans le présent CCAP ;
- + Le mémoire technique du titulaire, comprenant notamment le planning d'exécution sur lequel il s'engage contractuellement.

Les obligations contractuelles définies *supra* expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé avoir suffisamment étudié les documents constitutifs du marché.

Il n'est admis, sous aucun prétexte que ce soit, aucune réclamation concernant l'offre et les conditions consenties. Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter sa prestation.

Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécute au moyen de phases successives, détaillées à l'article 1.3 du CCAP, dont les attendus techniques sont précisés dans le CCTP.

Chaque prestation relevant de la phase considérée et ayant fait l'objet d'un ordre de service donnera lieu à l'émission d'un bon de commande, pour un montant correspondant à celui indiqué dans la DPGF.

3.2 LIEU DE LIVRAISON ET D'INSTALLATION

La livraison de la solution ou des éléments, modules, etc. sera défini par le groupe de pilotage du CNRS en lien avec le titulaire durant la ou les réunions dédiées au cours de l'exécution du marché.

3.3 GARANTIE ET MAINTENANCE

A compter de la date d'admission, les prestations sont garanties gratuitement contre tout vice de développement ou défaut pendant une durée minimale d'une année.

En respect de l'article 30 du CCAG TIC et au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au CNRS.

3.4 SUIVI DU MARCHE

Un groupe de suivi du marché sera constitué après la notification du marché. La première réunion de pilotage fixera la feuille de route pour la périodicité du suivi des prestations.

3.5 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION

Par dérogation à l'article 24 du CCAG TIC, le CNRS n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Néanmoins, le titulaire peut contacter le CNRS pour avoir connaissance de ces dates et heures pour pouvoir assister aux opérations de vérification.

Pour ce faire, il s'adresse au conducteur du projet pour le CNRS.

Ces opérations de vérification prendront la forme d'une vérification d'aptitude et d'une vérification de service régulier, pour chaque phase, conformément à l'article 32 du CCAG TIC.

Article 4 – PRIX

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire. Sa décomposition, par phase, est celle indiquée dans le DPGF et repris dans l'acte d'engagement.

Le budget maximum alloué à cette prestation est de 130 000€ HT.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

Les prix comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations dans les conditions stipulées au présent accord-cadre.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix applicables au présent marché sont fermes pendant toute la durée du contrat.

Article 5 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent accord-cadre comprend une clause de réexamen relative à l'évolution des prestations, qui s'exécute dans le respect des dispositions du présent article.

Les modifications pourront porter, notamment, sur l'ajout de modules complémentaires relatifs à des fonctionnalités non natives, devant être développées de manière annexe.

Le CNRS pourra également demander par écrit au titulaire d'apporter des modifications aux prestations prévues au marché, ou d'en ajouter de nouvelles, en vue de leur amélioration ou de leur adaptation aux besoins du CNRS, notamment concernant le développement de futurs modules pour le logiciel.

En cas d'application de la présente clause de réexamen entraînant une modification des prestations, un avenant sera rédigé.

Si le titulaire rencontre des difficultés en cours d'exécution du présent marché, il est invité à prendre contact avec l'acheteur pour les étudier et travailler, si possible, à la mise en place de solutions pour la continuité des relations contractuelles.

Article 6 – AVANCE

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-TIC, le titulaire bénéficie d'une avance égale à 20 % (30 % pour les petites et moyennes entreprises) du montant toutes taxes comprises du prix global et forfaitaire propre à chaque phase, à compter de la notification de son exécution par ordre de service, dès lors que la tranche considérée présente une durée d'exécution supérieure ou égale à deux mois et un montant supérieur ou égal à 50 000 € HT (conditions cumulatives)

Le versement de l'avance est du conformément aux dispositions des articles R 2191-3 et R 2191-5 du Code de la commande publique.

Si le Titulaire souhaite le versement de l'avance forfaitaire, **il stipulera sa décision dans l'acte d'engagement.**

Le remboursement de l'avance se fera par précompte sur les sommes dues au titulaire dès sa demande de paiement.

L'avance est payée par le CNRS au vu des pièces du marché. Elle ne fait pas l'objet d'une facturation.

Article 7 – PAIEMENT PARTIEL ET DEFINITIF

Conformément à l'article R2191-26 du code de la commande publique, chaque phase donnera lieu, après validation de ses prestations par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 4.5 du CCAP, à un paiement partiel et définitif correspondant au montant de ladite phase, tel qu'indiqué dans la DPGF.

Article 8 - MODALITES DE REGLEMENT

8.1 – PRESENTATION DES FACTURES

Toutes les factures doivent être transmises directement au service central chargé de réceptionner les factures, dans le respect des éléments mentionnés au présent article. Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, il est impératif que la référence de la commande soit précisée sur chaque facture.

Les factures devront être adressées au CNRS-SCTD TSA 51003 F-54500 VANDOEUVRE LES NANCY

Les factures afférentes aux paiements, doivent obligatoirement comporter les renseignements suivants :

- Les référence du bon de commande (objet et numéro + numéro de SIRET du Titulaire)
- Le numéro de marché, qui sera communiqué au moment de la notification du marché,
- La date d'exécution et le lieu d'exécution,
- Le montant hors taxe,
- Le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR40180089013),
- Le numéro de TVA intracommunautaire du Titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union européenne),
- Les pénalités éventuelles déduites,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises en euros.

L'omission des mentions précités dans la facture, entraine une suspension du délai global de paiement.




Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720);
- Le code service de l'entité CNRS facturée (UAR3245)
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.
- Le centre de facturation de l'unité : 1751

8.2 – FACTURATION – FACTURE ELECTRONIQUE

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-  Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
-  Par dépôt au format PDF
-  Par saisie en ligne dans le portail

Conformément aux dispositions de l'article 4 I du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

8.3 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le règlement sera effectué après validation du service fait, par virement bancaire sur le compte du Titulaire. En cas de litige et notamment si le CNRS n'est pas satisfait de l'exécution des services, les paiements pourront être retardés jusqu'au règlement du litige.

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et suivants du Code de la Commande Publique, le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de **30 jours** à compter de la date de réception de la demande de paiement formulée par le Titulaire auprès de l'ordonnateur de la dépense.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « *la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points* ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Délégée Régionale pour la Délégation Centre-Est du CNRS.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre-Est du CNRS.

Article 9 – PENALITES

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que l'application des pénalités qu'il encourt n'exclut pas l'application d'éventuelles décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet que le CNRS peut prendre en application de l'article 34 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1000 euros HT.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, une pénalité de 60 euros pourra être appliquée par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable en cas de retard dans l'exécution des prestations.

Les éléments fondant l'application des pénalités seront notifiés avec la décision expresse d'application des pénalités.

Article 10 – LITIGES

En cas de difficulté dans l'interprétation ou l'exécution du présent contrat, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Nancy est seul compétent.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui peuvent survenir entre le CNRS et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, de la réalisation de la prestation.

Article 11 - DEROGATIONS CCAG/TIC

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG TIC ;

L'article 4.5 du présent CCAP déroge aux articles 24 du CCAG TIC ;

L'article 4.5 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG TIC ;

L'article 11 du présent CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG TIC.